

Corse: la violence renforce l'État

LA CORSE FAIT À NOUVEAU parler d'elle. Depuis plus de 20 ans maintenant (1) la chronique insulaire est alimentée par la relation d'événements très souvent plus sanglants les uns que les autres...

Faisant suite aux occupations de terres et aux rebellions des origines, les nombreux assassinats, les attentats aveugles, ont conduit peu à peu cette lutte dans l'impasse du terrorisme, l'engageant même vers une dérive mafieuse de plus en plus prononcée.

L'assassinat du Préfet Erignac s'inscrit dans cette logique meurtrière maintenant installée dans l'île comme la trame de fond quotidienne de la vie publique.

C'est la continuation logique et malheureuse de l'idéologie nationaliste originelle, laquelle, en Corse comme ailleurs, s'inscrit dans une dynamique d'affrontement d'État à État, de peuple

à idéologie entreprise par la bourgeoisie, toujours prête à s'allier avec d'autres bourgeoisies "étrangères"...

L'histoire nous a enseigné que la nature profonde de la nation, sa tendance naturelle est d'en opprimer d'autres. Les anarchistes pensent, de manière encore plus prosaïque, que la violence aveugle et le terrorisme meurtrier plongent leurs racines dans les idéologies autoritaires et archaïquement étatistes, y compris lorsqu'elles prétendent combattre le pouvoir en place!

L'idéologie nationale, qui a emprunté la voie autoritaire du terrorisme, a justifié, au bout du compte, le terrorisme d'État. Ce dernier en effet, par un simple mouvement pendulaire, a toujours renvoyé la réponse de la répression et du terrorisme organisé (légitimé au nom de la «raison d'État») à la violence perpétrée par des «terroristes contestataires».

de leur couplet sur «l'unicité de l'État... la défense des valeurs républicaines... l'autorité de l'État... la détermination absolue de l'État...». Dans les faits, des «terroristes corses» ont été reçus par divers ministres de l'Intérieur. Des trêves ont été discutées et des compromis ont été passés sous le sceau du «secret d'État».

La fraude fiscale en Corse est connue de la haute administration (2) et pourtant la dite «dérive mafieuse» s'en est alimentée, favorisant au passage les intérêts de certaines personnalités de l'île... et du continent.

La réponse des dirigeants de l'État se voulait à la mesure du choc que le meurtre d'un préfet de la République a produit dans l'opinion. Les pandores se sont empressés d'arrêter deux jeunes maghrébins avant de les relâcher... sans autre motif... Terroriser de jeunes «Beurs» c'est assurément plus facile que de d'affronter les encagoulés...

Nommer un nouveau préfet à la «la main de fer dans un gant... de fer», c'est aussi la réponse que l'État a choisi en installant officiellement (3) M. Bonnet, ancien préfet des Pyrénées Orientales. «C'est l'homme qu'il faut... là où il faut», a déclaré Chevènement. Nous n'en doutons pas. Un des hauts faits d'armes de cet homme à poigne n'est-il pas d'avoir terrorisé la contestation populaire d'un petit village catalan (4) en faisant notamment matraquer des enfants et des femmes septuagénaires...

L'État n'a aucune solution à apporter au marasme économique, social et politique qui existe dans l'île. D'ailleurs ce marasme, compagnes et compagnons corses, nous le côtoyons au quotidien sur le continent!

Le «nationalisme» n'a d'autre solution à proposer que celle d'opposer des peuples sur la base de différences culturelles, ethniques... supposées, favorisant en cela la pérennisation du pouvoir des nantis sur celles et ceux qui n'ont rien...

Le fédéralisme et le socialisme libertaire nous indiquent la voie à suivre pour l'émancipation sociale, économique et culturelle des individus et collectifs confrontés à l'exploitation capitaliste et l'aliénation étatique.

Aujourd'hui nous en appelons à la solidarité entre tous les exclus, précaires, chômeurs, Rmistes et exploités de Corse, du continent et de la planète entière pour en finir une bonne fois pour toutes avec les terreurs individuelles et d'État. Une société égalitaire, libertaire, fraternelle et plurielle nous tend les bras. Il nous faut la construire ensemble.

E.S.

(1) C'est en 1970 que le Front de libération nationale de Corse (F.L.N.C.) était fondé, c'était au plus fort du temps des luttes «régionalistes et nationalistes»...

(2) lire à ce sujet l'article de M. Codaccioni et D. Le Guilledoux dans *Le Monde* du 12 février 1998

(3) le 13 février 1998, installation faite en présence de M. Chevènement

(4) Il s'agit de Vingrau, petit village à 20 km de Perpignan...

● Afrique du Sud
● page 5 et 6

● Autorité, liberté et
● pouvoir
● page 2

● Lutte des chômeurs :
● Paris, Poitiers, Guéret...
● page 4 et 8



contre peuple. En réalité, toutes choses qui ne peuvent mener à terme qu'à la guerre entre des entités autoritaires, identiques dans leurs comportements mais opposés au plan de leurs intérêts «nationaux»...

Certains «idéologues» des «luttes de libération nationale» ont voulu justifier leur discours en le fondant sur un principe : «la différence affirmée entre la NATION comme une «entité objective», et le NATIONALISME, concept qui n'en serait que l'idéologie dévoyante...». Ils tentaient, ce faisant, de définir une frontière factice entre «... la «nation», qui serait l'essence du peuple, son identité culturelle, et le nationalisme, qui ne serait que l'usurpa-

Nous avons constamment rejeté, avec la plus grande fermeté, cette logique de meurtre qui fait de «l'acte isolé et irrational de tuer» un mode de résolution des antagonismes.

Nous rejetons toutes les tentatives de justifications de cet acte au moyen de discours empruntés à la «rhétorique simpliste de l'idéologie nationale», justifications qui conduiraient à présenter l'assassinat d'un représentant de l'État colonial comme une étape de la libération (de quoi?)... Nous condamnons à l'avance, avec la plus grande fermeté, toute tentative de justification d'assassinats, que ce soit au nom du nationalisme, des intérêts français ou autre...!

Retour à l'ordre?

Par contrecoup, ce meurtre donne du grain à moudre aux partisans de tout acabit de l'ordre et du pouvoir. Chirac, Jospin, Chevènement, Hue, Séguin, Bayrou, de Villiers, Pasqua, Debré, Charasse, ... Le Pen, tous y vont

EDITORIAL

Le centième anniversaire du «J'accuse» de Zola a complexé nos «intellectuels» médiatiques. Soucieux de ne pas rater l'occasion de passer eux aussi à la postérité, ils guettent un juste combat à la mesure de leurs prétentions.

Le plus médiatique d'entre eux a déniché son créneau. Bernard-Henri Lévy l'a décidé: launte militaire algérienne sera son Dreyfus. Victime, selon lui, d'une ignoble campagne de désinformation, l'armée algérienne doit retrouver son honneur. B.H.L. s'y emploie.

Pour cela, il s'est décrété journaliste. Quatre pages dans «le» quotidien du soir, ce «grand reporter» a pu amplement livrer sa vérité. Elle est nette et sans bavures. B.H.L. trouve «irresponsable» de considérer «le pouvoir d'Alger comme un bloc, uniformément tortionnaire et corrompu». L'unique solution serait d'appuyer «les démocrates algériens dans le seul combat qui compte: mettre l'armée en demeure de faire son métier». «Il n'y a pas d'autre choix dans le combat contre les Khmers verts».

B.H.L. se déclare partisan du moindre mal. Idolâtre repent du Grand Timonier, il demeure persuadé que la fin justifie les moyens. Rien ne peut l'ébranler. Ni l'avocat Abdenour Ali Yahia, président de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme, qui affirme que le pouvoir algérien détiendrait 35 000 prisonniers politiques et serait responsable de plusieurs milliers de disparitions, ni la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (F.I.D.H.) qui dénonce l'utilisation systématique de la torture (électricité, chalumeau) par les services de sécurité et l'emprisonnement de suspects, pour des périodes indéterminées, dans des centres de détention (quinze pour la seule ville d'Alger) dont l'État persiste à nier l'existence.

Alliés objectifs d'un régime discrédité qui a besoin de la guerre pour se maintenir, les démocrates éradicateurs que soutient B.H.L. se sont enfoncés dans une impasse. Ils demandent à l'armée d'éradiquer par tous les moyens l'islamisme puis d'organiser pour eux des élections «propres».

L'idéologisation (laïcité versus islamisme) à outrance rend aveugle sur les racines sociales du drame algérien. Depuis six ans, la misère et le despotisme, les deux terreaux de l'islamisme, n'ont fait que croître. Le prix de la baguette a décuplé, passant de 1 à 10 dinars, soit 1 franc français. Le kilo de viande est à 54 francs, un dixième du S.M.I.C. local. Les enjeux de société fondamentaux comme les droits des femmes, la liberté d'expression et d'organisation, les droits politiques et culturels ne pourront jamais sortir des ghettos sociaux, essentiellement la classe moyenne francophone, où ils sont maintenus, si l'écrasante majorité de la population les vit comme l'apanage d'une minorité insensible à son sort. En Algérie aujourd'hui, les démocrates qui s'identifient au combat de launte militaire discréditent pour longtemps l'idée de laïcité.



Autorité, liberté, pouvoir et les moyens d'y répondre

PARLER DE L'AUTORITÉ, quand on est anarchiste, ou qu'on le devient, c'est souvent parler de l'oppression, mais cette équation ne va pas sans poser de problèmes. Le but de ce texte n'est pas forcément d'apporter des réponses, mais de mettre à jour les questions qui nous sont posées lorsque nous parlons d'anarchisme. Remarquons, tout d'abord, que les anarchistes se sont souvent désignés comme anti-autoritaires par rapport aux courants du socialisme qui étaient, eux, qualifiés d'autoritaires (socialistes, communistes). Ils sont autoritaires car ils préconisent la conquête du pouvoir politique par leur parti. Leur stratégie est une stratégie de domination, d'imposition. De leur côté, les anarchistes veulent le renversement des structures de pouvoir et la mise en place de structures autogestionnaires. La théorie anarchiste et l'histoire des tentatives, électoralistes ou révolutionnaires, pour accéder au pouvoir politique ont largement montré que l'on n'arrive pas à l'émancipation du peuple en se constituant en classe politique dominante. Nous avons, dans l'anarchisme, l'idée que les moyens doivent être liés aux fins, que la finalité est un idéal sans cesse repoussé et que, par conséquent, il convient d'agir conformément à cet idéal sans attendre un hypothétique paradis, que les moyens portent en eux-mêmes leur propre finalité : l'une autoritaire, l'autre libertaire. C'est bien la lutte entre liberté et autorité dont il est question ici.

Définir l'autorité et la liberté

Certains remarqueront, très justement, que nous avons effectué un glissement sémantique. D'autorité, nous sommes passés à autoritaire. Or, il est juste d'opérer une différenciation. Nous pouvons qualifier d'autoritaire une doctrine qui a pour principe l'autorité. Par contre, tout exercice d'autorité ne débouche pas forcément sur une attitude autoritaire. Cette nuance est importante, mais elle ne fait que nous replonger dans un problème encore plus important : comment

définir la positivité de l'autorité ? Nous pouvons rencontrer la même question avec la liberté. Comment différencier la liberté de la licence ? Notre liberté n'est pas la permissivité. Il ne s'agit en aucun cas d'absolu. Proudhon, dans *Du Principe fédératif*, explique comment l'anarchie est un idéal de liberté. Cet idéal n'est jamais totalement accessible. Toute organisation politique est un mélange de ces deux principes : autorité et liberté, mais pour Proudhon, l'avenir est à la liberté, à la fédération anarchiste (sans jeu de mots !). L'anarchie, équilibre entre l'autorité et la liberté, est donc difficilement définissable si ce n'est comme une tension, un aller vers cet équilibre. C'est aussi une ouverture sur l'avenir qui dérouté les gens. Quand on nous demande comment sera la société libertaire, nous répondons qu'elle ne sera que ce que nous en ferons, variant dans ses réalisations mais avec toujours les mêmes principes : la liberté, l'égalité et la solidarité. L'autorité, nous la pensons principalement comme un pouvoir qui s'impose à nous. C'est l'imposition physique ou psychique de certaines normes. En tant que groupe politique, nous pensons vite à l'autorité de l'État, de l'armée, de la religion, mais il ne faut pas oublier l'autorité parentale, l'autorité de la langue, de l'école... Le concept d'autorité se diffuse dans la plupart (sinon tous) de nos actes quotidiens. Nous avons d'ores et déjà abordé le thème de l'éducation, thème qui reviendra fréquemment dans cet exposé.

L'autorité dans l'éducation et dans la société

Le passage par l'éducation, et donc par le rapport adulte-enfant, va nous ouvrir des pistes de réflexion. Certaines théories établissent un parallèle entre le développement de l'humanité et le développement de l'individu. Prenons, en ce qui nous concerne, l'intériorisation de valeurs sociales via l'éducation. Trois phases dans le développement moral de l'enfant ont été mises à jour par Piaget : une phase pré-convention-

nelle où la notion de bien et de mal n'existe pas encore, une phase conventionnelle où l'enfant répète et intériorise les valeurs ambiantes (celles de la société et celles de ses parents), et une phase post-conventionnelle qui correspond à l'acceptation critique de certaines valeurs. Qu'avons-nous appris ? On peut dire que l'autorité apparaît dans le passage du stade pré-conventionnel au stade conventionnel et que la liberté apparaît dans le passage du stade conventionnel au stade post-conventionnel. Mais cela ne va pas sans poser des problèmes. Cela veut dire que de l'autorité peut naître la liberté. Or, l'une des critiques anarchistes par rapport aux pensées autoritaires, c'est qu'en défendant une organisation basée sur l'autorité (l'État), elles ne peuvent pas arriver à la liberté (l'anarchie). En transposant les termes de notre questionnement, nous arriverions à une justification de la dictature du prolétariat. Les critiques de Bakounine, dans *Dieu et l'État* notamment, sont suffisamment claires pour que nous refusions intellectuellement ce qui nous révolte instinctivement : l'idée de dictature, même parée de l'adjectif populaire. Par ailleurs, Proudhon, dans *Du Principe fédératif*, inscrit lui aussi l'autorité dans un processus historique allant vers la liberté. La liberté s'apprend et Bakounine, dans *Dieu et l'État* explique bien en quoi l'anarchisme est une tendance à se défaire des oppressions, des déterminations. Sortirons-nous de ce problème dans lequel nous nous sommes nous-mêmes enfoncés ? À vrai dire, rien n'est simple. Les phases de développement de l'enfant s'adressent... à l'enfant. Or il est vrai que l'enfant est placé dans un état de dépendance économique et affective par rapport à l'adulte. Mais en ce qui concerne la vie sociale et politique, nous avons affaire à des individus libres et égaux. Il n'y a pas d'amalgame à faire. Méfions-nous tout de même du risque d'embrigadement des enfants contenu dans toutes les pédagogies autoritaires. Se pose la question des limites « institutionnelles » séparant l'âge adulte de l'enfance. Allons-nous établir une autre majorité, à 15 ans par exemple ?

Autorité et normes

En tous cas, c'est bien parce que nous avons intériorisé les normes sociales que nous n'avons pas besoin de flics. La vie sociale, d'ailleurs, se fait dans un certain respect de l'autre et dans le respect de certaines règles qui font office de loi mais qui sont plutôt des mœurs. Là encore, les penseurs anarchistes ont apporté un éclairage intéressant. Il faut tout de même mettre en place des structures qui garantissent le bon fonc-

tionnement de la société, structures non-rigides et non-autoritaires. À ce point, on peut nous rétorquer que nous n'avons pas tous intériorisé les mêmes valeurs, qu'il existe une criminalité, donc du hors-normes. À cela nous répondrons : - qu'il ne s'agit pas pour nous d'uniformiser les gens ; - qu'il existe des valeurs communes propres à chaque groupe ; - que les déviations ne sont pas forcément néfastes, mais permettent une remise en cause ; - que l'on ne peut pas évacuer les causes économiques et culturelles, et l'organisation inégalitaire de la question de la délinquance ; - que l'éducation joue un rôle essentiel chez les anarchistes. Nous concevons cette dernière comme permanente et intégrale. Les anarchistes ne pensent pas que les individus sont naturellement bons, mais qu'ils sont susceptibles d'accomplir les actes les plus généreux comme les plus atroces, d'où l'importance des structures. Mais, conscients de cette ambivalence, nous faisons aussi un pari sur la capacité des individus à vivre ensemble en bonne intelligence. Ce pari ouvre des voies beaucoup plus intéressantes et enrichissantes pour la vie sociale que le fait de voir dans l'autre un ennemi qu'il faut tuer ou asservir.

Pouvoir et savoir

Revenons un instant sur la question de l'éducation. L'autorité du professeur recouvre deux significations, comme l'idée de pouvoir. Elle est une autorité de droit, imposition administrative, qui permet de punir, et une autorité de fait, en raison de la supériorité de connaissance par exemple. Nous avons là le double lien entre savoir et pouvoir. Bakounine, qui s'érigeait contre le gouvernement des savants (comprenez les prétentions dictatoriales des marxistes qui se définissaient comme socialistes scientifiques, en opposition aux socialistes utopiques), admettait l'autorité du maçon en matière de maçonnerie, du médecin en matière de santé, etc. C'est logique mais ça pose question. Tout d'abord le critère d'évaluation des compétences (problème lié à l'éducation) et surtout la place des individus dans la société. En retenant l'autorité, disons la compétence, de chaque entité dans son domaine, ne créons-nous pas des entités hermétiques, des castes incapables de se comprendre, de discuter, de se juger, de se contrôler ? Va-t-on dire qu'il existe une « science » économique et sociale qui les réunirait ? Mais alors, ne recréons-nous pas une caste de spécialistes au-dessus des individus ? Là encore se pose la question cruciale de l'éducation, de l'information. Nous ne prétendons pas que chacun pourra et devra être médecin, maçon, économiste... Par contre, chacun aura la possibilité de suivre un enseignement intégral, c'est-à-dire manuel et intellectuel, de changer d'activité. Pour cela, l'éducation sera permanente afin que chacun puisse posséder les éléments lui permettant de prendre part aux décisions collectives.

Les critiques de Bakounine sur le gouvernement des « savants » ont trouvé leur illustration dans l'expérience relatée par Stanley Milgram dans son livre *Soumission à l'Autorité*. À leur insu, des personnes communes, placées sous l'autorité d'un « scientifique », acceptaient d'envoyer des décharges électriques (fausses) à une tierce personne qui simulait la douleur. Ces personnes, ignorant le subterfuge, se sont montrées capables de tuer. Là, nous avons une autorité de compétence qui se transforme en pouvoir dictatorial (pouvoir de faire tuer). Voilà une question importante : le statut social de la personne lui donne plus ou moins d'autorité. Les anarchistes répondent à cela en revendiquant l'égalité économique et sociale, c'est-à-dire le refus de la hiérarchie, mais l'exemple donné pose un problème. Dans certains domaines, nous serons obligés de nous reposer sur les compétences d'autrui. N'y a-t-il pas un risque de sujétion des individus comme celle décrite plus haut ? Il est vrai que même aujourd'hui des groupes d'experts (sur le nucléaire par exemple) contestent et engagent un débat sur tel ou tel développement social. Gageons qu'en société libertaire il en sera au moins autant. D'ailleurs, nous avons fait un pari sur les individus à vivre intelligemment. Cela prouve aussi que l'anarchie n'est pas un idéal fixe, mais un choix de société, qui comporte des risques et peut produire des erreurs.

La volonté d'être libre

Comme nous avons parlé de l'éducation et du fait que la liberté s'apprend, nous pouvons aussi inverser la réflexion et nous demander pourquoi les gens abdiquent si facilement leur pouvoir de décision. La peur de devoir assumer ses actes est l'exemple de cette déresponsabilisation des individus. Nous retrouvons à présent La Boétie et son célèbre *De la Servitude volontaire*. La question de l'autorité et du pouvoir se pose de différentes façons, et notre réflexion nous a fait découvrir diverses choses sans forcément nous donner de réponse. Mais y a-t-il une réponse ? Si l'on attend une théorie de l'autorité, de la liberté, du pouvoir, valable en toute circonstance, alors non, il n'y a pas de réponse. Si l'on attend une description minutieuse de la société anarchiste, alors non, il n'y a pas de réponse. Par contre, dans la vie concrète, dans l'affrontement quotidien, là, il y a une réponse et cette réponse nous ramène à Camus, dans *L'Homme révolté*. Parler du pouvoir de façon abstraite nous plonge dans des méandres sans fin. Par contre, nous savons, de façon concrète, ce qu'est un abus de pouvoir lorsque nous y sommes confrontés. C'est dans cette situation que naît la révolte, qui affirme négativement ce qui constitue notre dignité et notre liberté. Camus va jusqu'à dire que les revendications révoltées constituent notre nature humaine. C'est notre droit, c'est la justice, ce sont les bases de la société anarchiste qui est déjà dans nos cœurs.

Fred. - groupe Proudhon (Besançon)

le monde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

La matraque toujours plus proche de chez vous

EN OCTOBRE DERNIER, par le biais d'une circulaire qui en fixe les modalités, les Conseils locaux de sécurité (C.L.S.) ont vu officiellement le jour. Le but affiché, c'est de renforcer ce que nos élites dirigeantes appellent la « coproduction de sécurité ». Vocabulaire qui pourrait nous amener à sourire (car aurons-nous droit à autre chose qu'à subir une coproduction de niaiserie?) si derrière lui ne se cachaient des projets peut-être pas si anodins que cela.

Les C.L.S., c'est quoi? Il s'agit de permettre une meilleure coordination entre différents partenaires: élus locaux, Police nationale, gendarmerie, Justice, Éducation nationale, Santé, associations d'aide sociale, mais aussi différents acteurs économiques (compagnies de bus et supermarchés sont de la fête). Tous sont invités à venir débattre d'un plan d'action concret, à définir les priorités et les moyens à mettre en œuvre pour faire régner l'ordre dans nos cités. Objectif: l'éradication de la délinquance urbaine, à la fois par la prévention et par la répression, et par l'action concertée des différents intervenants. On a bien là un outil à « fabriquer » de la sécurité de proximité.

Tout cela, en fait, n'est pas si nouveau. Petit historique édifiant. Cela débute en 1983, avec les Conseils communaux de prévention de la délinquance (C.D.P.D.) qui doivent débattre

de l'amélioration de la sécurité dans la commune. A l'initiative du maire, ils regroupent déjà des partenaires que nous retrouverons quinze ans plus tard dans les C.L.S., à savoir la police, la Justice, l'Éducation nationale, les associations. Des instances similaires sont prévues au niveau départemental (C.D.P.D.) l'idée était lancée, elle se déclinerait projet après projet: le Contrat d'action de prévention pour la sécurité (CAPS) en 1985, financé pour moitié par les collectivités locales; puis les Plans locaux de sécurité (P.L.S.) en 1992 qui sont en fait des protocoles d'accord entre la Police nationale et les communes...

Les Contrats locaux de Sécurité, avec sans doute plus de moyens, se situent donc bien dans la même lignée. Avec, d'abord, cette volonté d'une meilleure coordination de tous les partenaires, qu'ils bossent dans le champ répressif ou dans celui de la prévention. L'ensemble des intervenants se trouve ainsi lié par le souci commun d'assurer la paix sociale, ou de la rétablir au plus vite si besoin est. Y compris l'Éducation nationale qui, à défaut d'assurer un enseignement égal pour tous, pourra d'autant mieux jouer son rôle de garde-chiourme pour quartiers « difficiles ». Y compris ces assistants sociaux impuissants à résoudre des problèmes plus importants que l'entretien des terrains de basket, et amenés à collaborer avec l'appareil

d'État. Face à une situation économique qui jette de plus en plus d'individus dans la misère, face au néant culturel entretenu et à l'absence de futur, peu importe au pouvoir le sort de la population. En douceur ou dans la douleur, une seule chose compte: surtout pas de vagues. Derrière ce coup de prévention/répression, main de fer dans gant de velours, une même volonté de contrôle social...

Une volonté de contrôle social

Ce contrôle social, aujourd'hui, l'État semble en déléguer une partie croissante aux collectivités locales. Celles-ci ne voient d'ailleurs pas forcément d'un bon œil cette opération (question de finances), même si, des C.D.P.D. jusqu'aux C.L.S., elles finissent toujours par marcher dans la combine (question de pouvoir). On com-

prend, en tout cas, l'intérêt qu'il y a pour l'État à faire exercer quelques unes de ses prérogatives par des structures locales beaucoup plus proches du terrain: c'est bien plus efficace. Et cela ne fait que commencer. Ainsi, il y a tout lieu de penser que le projet de loi sur les polices municipales qui doit paraître au printemps prochain prévoit un élargissement de leurs fonctions vers des missions de police de proximité qu'elles n'ont théoriquement pas encore (rappelons que leur rôle se limite à faire appliquer les arrêtés municipaux, stationnements, emplacements aux marchés, constats de décès, etc). Par ailleurs, les 35 000 adjoints de sécurité qui seront embauchés dans le cadre des fameux emplois-jeunes sont très officiellement destinés à venir renforcer les mesures prises dans le cadre des C.L.S.

Autrement dit: « Tu es au chômage? Avec tes nouveaux amis policiers, viens surveiller les jeunes de ta banlieue! ».

Les anarchistes ne sont pas dupes. Le capitalisme veut avoir les coudées franches: que l'État-Providence disparaisse, certes, mais qu'au moins la sécurité des investissements soit garantie. Si les profits qui augmentent toujours plus créent une situation sociale chaque jour plus tendue, eh bien, reste à l'État à pourvoir au maintien de l'ordre. Le transfert de responsabilités vers des collectivités locales n'est donc pas un changement de nature du pouvoir mais un réajustement du contrôle qu'il exerce sur des populations que la misère croissante pourrait mener à la révolte. C'est parce que le capitalisme exploite sans fin le travail et que l'État est son chien de garde, qu'il faudra nous débarrasser et des patrons et de l'État pour obtenir enfin une véritable égalité économique et sociale.

Philippe

groupe Brassens (région berruyère)

Préférence nationale Coup de pub et hypocrisie républicaine

LA BANALISATION DU FRONT NATIONAL, le considérer comme un parti parmi d'autres, est un processus dangereux. Mais le phénomène inverse, la diabolisation, est une arme à double tranchant. L'antifascisme républicain stigmatise le F.N. pour mieux dédouaner tous les politiciens, même de gauche, qui prétendent combattre les idées frontistes en adoptant leur logique. Dans la pratique, le cordon sanitaire, censé séparer les « gentils démocrates » et « méchants fascistes », se révèle souvent d'une extrême porosité. La polémique autour de la « préférence nationale » illustre l'ambivalence de la diabolisation.

Mégret devancé par Chirac

Le 22 janvier, Mégret convoque les journalistes. Certain de l'impact médiatique, il annonce que la mairie de Vitrolles va accorder une prime de naissance réservée aux couples français et européens. Scandale, Mégret ose attaquer directement sur le thème de la « préférence nationale ». Très vite, on apprend pourtant qu'il existe un précédent. En novembre

1984, le conseil de Paris, présidé par Chirac, avait voté une allocation de congé parental d'éducation au troisième enfant, réservée aux familles françaises. Saisi par des organisations antiracistes, le tribunal administratif annula cette décision en avril 1986.

Un peu plus tard, on découvre une allocation basée sur la « préférence nationale » à Saint-Maur-Des-Fossés, dans le Val-de-Marne. Depuis 1988, le maire U.D.F., Jean-Louis Beaumont, alloue une prime de 3 000 F à la naissance d'un premier enfant, condition que les parents soient tous deux inscrits sur les listes électorales de Saint-Maur. Cette exigence écarte tous les couples étrangers non européens, de même que les partenaires de mariages « mixtes », entre Français et étrangers (1). Cette décision a reçu l'aval du préfet.

Xénophobie d'État

Avec des conséquences bien autrement dramatiques, l'État français pratique la préférence nationale en persistant à refuser aux étrangers non européens, l'A.A.H. (Allocation adulte handicapé) et le minimum

vieillesse. Depuis plus de dix ans, de multiples condamnations par les tribunaux français et la Cour de justice européenne n'y ont rien fait. Dans ce dossier, l'État alterne sans sourciller mauvaise foi et cynisme, invoquant devant les étrangers concernés des arguments juridiques qu'il sait inexacts et devant les tribunaux des « contraintes de calendrier » des plus fantaisistes. Fort éclairant à ce sujet, une lettre-circulaire du directeur-adjoint de la Caisse nationale d'assurance-maladie, datée du 29 juin 1995, informe ses subordonnés de la conduite à tenir: « En l'état actuel des choses, il n'est toujours pas possible d'ouvrir un droit à l'A.A.H. en faveur des ressortissants maghrébins ou turcs. Ce droit ne peut être reconnu qu'après réclamation ».

Des centaines d'étrangers, pourtant en situation régulière, attendent l'issue, toujours favorable, de leur recours devant les tribunaux. Mais des dizaines de milliers d'autres, sciemment désinformés, continuent à être bafoués dans leurs droits. Cette attitude permet à l'État de réaliser des économies budgétaires évaluées à plusieurs centaines de millions de francs.

La « préférence nationale » est un principe inextricablement lié à la Nation et à l'État. Le national s'est toujours construit dans l'opposition à l'Autre.

En France, la cristallisation de l'État-nation sous sa forme républicaine, au cours des années 1880, s'est traduite à la fois par l'attribution d'avantages spécifiques aux nationaux et par la construction sociale de l'immigration comme problème (2). Combattre de manière conséquente la « préférence nationale », c'est lutter pour un monde sans frontières!

Tarek. - groupe Durruti

(1) Notons que Beaumont se montre plus « radical » que Mégret. À Vitrolles, les parents doivent « être de nationalité française ou être ressortissants d'un pays membre de l'U.E., dans chaque cas pour l'un des parents au moins ».

(2) cf. Gérard Noiriel, *Le Creuset français*, Seuil, 1988.



En bref

■ Exposition sur l'éducation libertaire jusqu'au 25 février au Local anarchiste rennais, 9, rue Malakoff, Rennes. Ouvert le mercredi de 15 à 18 heures et le samedi de 15 à 19 heures. On peut aussi y rencontrer les compagnons du groupe « La Commune ». Groupe « La Commune » : c/o MJC La Paillette, rue du pré de Bris, 35038 Rennes cedex. Vente du Monde libertaire le samedi matin place des Lices de 11 heures à midi.

■ Les « relations intérieures » de la F.A. organisent une permanence en région parisienne chaque premier samedi du mois de 14 à 19 heures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011.

■ Le groupe Bakounine est présent sur le marché de La Palice, à La Rochelle le premier dimanche de chaque mois (près du marché couvert). Groupe Bakounine, c/o ADIL, B.P. 3 17350 Port d'Envaux.

■ La C.N.T. vient de faire paraître le deuxième numéro de sa revue « Les Temps Maudits ». Au sommaire: Crise du travail ou crise du capital; anarchosyndicalisme et travail; comment parler du travail des femmes; le syndicalisme de base en Italie. 30 F. En vente à la librairie libertaire.

■ Le groupe libertaire de Tours change d'adresse: Groupe libertaire, B.P. 0421, 37204 Tours cedex 3.

■ Le groupe Emma Goldman de Bordeaux tient ses permanences les jeudis de 17 à 19 heures et samedis de 15 à 17 heures au 7, rue du Muguet.

■ Nouveau point de vente du Monde libertaire à Paris: chaque dimanche sur le marché Bastille-Richard Lenoir de 10 heures à midi.

■ Un groupe libertaire lycéen est en train de se constituer sur Evreux. Ses membres appellent les lycéennes et lycéens d'Evreux à le contacter. Groupe libertaire lycéen. c/o CEREL; B.P. 263, 27002 Evreux cedex. C'est à la même adresse que l'on peut contacter le groupe anarchiste d'Evreux.

Lutte des chômeurs à Paris

Une journée ordinaire

VENDREDI 6 FÉVRIER, 8 h 30 du matin: le collectif des chômeurs du 18^e arrondissement de Paris (collectif des occupants de l'agence E.D.F.-Barbès), soit trois personnes, distribue des tracts devant l'agence E.D.F., rue d'Argonne, dans le 19^e (une équipe est mobilisée pour chaque agence Paris-nord). Cette dernière ferme ses grilles aussitôt, les usagers restant devant la porte. Les flics sont appelés de suite. Ils font d'abord une vérification d'identité: la raison, troubles à l'ordre public (sic !); puis ils nous demandent nos projets. À aucun moment il n'a été dans nos intentions d'occuper les lieux (surtout à trois!). Les forces de l'ordre vont ensuite servir d'intermédiaires entre nous et le directeur de l'agence (la police nationale devient parlementaire, que de changements avec le socialisme!). Ce dernier refuse d'ouvrir ses portes, et l'agence restera fermée toute la journée, espérant opposer ainsi usagers et chômeurs. Même si les flics trouvent la situation absurde (sans l'avouer ouvertement), les usagers signent les pétitions que nous leur présentons (1), et nous soutiennent. Les cognes nous demandent quand même notre place dans l'organigramme de l'organisation. Nous éclatons de rire: «Nous n'en avons aucune, les décisions sont prises en commun lors d'A.G. souveraines». Ils ne comprennent pas trop notre langage: il n'y a ni général ni adjudant-chef des chômeurs; leurs repères sont détruits!

Du conseil constitutionnel...

Nous préférons quitter l'endroit pour ne pas pénaliser les usagers d'un service public. La diffusion se poursuivra sans problème devant la Caisse nationale d'assurance vieillesse (C.N.A.V.).
Vendredi 6 février, 12 h 30. Rendez-vous place de la Bastille à l'initiative

d'A.C! Le but est le conseil constitutionnel. Nous envahissons l'endroit, une déclaration y est lue en présence de deux chaînes de télévision; après trois minutes d'occupation, nous quittons les lieux, sans comprendre la véritable raison de ce geste. Opération coup de poing, soit! Geste médiatique, oui! Même si aucun reportage n'a été diffusé... Mise en scène grotesque, sans doute! Pouvait-on attendre mieux d'un mouvement téléguédé par une Villiers catho et un Aguiton? Les libertaires présents (F.A. et C.N.T.) étaient aussi dépités qu'écœurés devant le refus d'une frange d'organismes pour une occupation de longue durée.

... au siège de la RATP

Vendredi 6 février, 18 heures. Nous envahissons le siège de la R.A.T.P., rue de Bercy, en soutien aux précaires et grévistes de la COMATEC contre les négriers de la succursale du camarade Gayssot. L'action est préparée par la C.N.T., avec le soutien moral de la C.F.D.T. et de F.O. (où est donc la C.G.T.?). L'occupation dure une heure et demie. Le commissaire, après négociations, nous autorise à sortir en bloc. Nous nous regroupons, banderole en tête, devant la grille qui reste obstinément fermée. Quatre cars de gardes mobiles arrivent; ils investissent le bâtiment, nous encerclent, certains sont armés de fusils d'assaut. Nous sommes finalement tous interpellés. Rendez-vous au commissariat du 12^e. Le premier car embarque une bonne trentaine de personnes, le second plus de cinquante manifestants, tout le monde est entassé debout, souvenir d'une époque prétendument révolue. Les gens dans la rue n'étaient d'ailleurs pas indifférents lors de notre pérégrination à grands coups de sirènes dans les rues de notre glorieuse capitale.

Arrivés au commissariat, après la fouille (on a vérifié jusqu'à l'intérieur de ma capuche) – bras au mur et jambes écartées – et la vérification d'identité, nous sommes libérés finalement au bout d'une heure.

la gauche réprime

Après la vérification d'identité pour diffusion de tracts et la mobilisation de l'armée suite à l'occupation pacifique de lieux publics, nous pouvons nous demander si le fascisme revêt uniquement la tenue brune; ce dernier à de plus en plus de reflets roses. C'est-à-dire que nous faisons véritablement peur aux pouvoirs institués; de plus, la presse, de quelque tendance qu'elle soit, maintient un silence complice avec ce pouvoir.

Nous avons notre destin entre nos mains en nous auto-organisant. Nous savons très bien que le chômage ne se résoudra pas avec une loi sur les 35 heures. Alors, vivons notre engagement jusqu'au bout: que peut-on perdre quand nous ne possédons rien? Que peut-on perdre quand la gauche caviar nous raisonne sur son réalisme économique? Que cette même gauche est capable de sacrifier une partie de la population aux profits du capital et du patronat; cette gauche coupable,

au même titre que les droites, de meurtre social. Nous ne voulons plus être sacrifiés sur l'autel du libéralisme.

Le mouvement s'élargit aux chômeurs et précaires de l'Europe (Allemagne, Espagne, Italie). C'est à nous de maintenir la pression en

élargissant la base du mécontentement actuel, plus le pouvoir a peur, plus la répression s'accroît, plus nous serons près du point de rupture. À nous d'en profiter pour transformer cette révolte en révolution sociale.

Pascal. – groupe Louise



Creuse: mairie et A.S.S.E.D.I.C. occupés

C'EST LE 7 JANVIER 1998 QUE SUR MON BEAU et tout nouveau téléphone-répondeur qu'Yves, d'A.C! Creuse et également membre de la C.N.T., m'appela: «On occupe les A.S.S.E.D.I.C.!» C'est ainsi que la Fédération anarchiste de la Creuse se retrouva aux A.S.S.E.D.I.C. de Guéret en compagnie d'A.C! Creuse, de l'A.P.E.I.S., du comité C.G.T.-chômeurs et d'Urgence solidarité (association locale). Plus tout un tas de chômeurs et de précaires inorganisés. Et avec le soutien plus ou moins effectif du Secours populaire, de membres de la C.G.T., de la L.C.R., et même du P.C.F. et des Verts. Un sacré panel!

L'occupation dura 4 jours et les méthodes autogestionnaires se mirent rapidement en place (A.G. décisionnelles, rotation des tâches...). Durant ces journées, nous allions par délégation rendre visite aux élus de gauche et de droite locaux avec les revendications des chômeurs mais également avec des revendications anarchistes (égalité économique et sociale, abolition du salariat...).

La dernière nuit fut la plus épique: nous savions que nous devions quitter les lieux, ayant reçu la visite d'un huissier dans l'après-midi. Le petit noyau dur dont nous faisons partie ainsi que l'unique membre du comité C.G.T.-chômeurs élaborèrent alors toute une stratégie pour occuper la députation P.S. avant l'expulsion des A.S.S.E.D.I.C. Mais au matin, nous vîmes débarquer, frais comme un gardon, le grand chef de la C.G.T. suivi de toute la clique plurielle (P.S., P.C. et Verts). Trop fatigués et trop peu nombreux, nous nous pliâmes quelque peu à leur proposition de partir avant que les flics n'arrivent pour nous déloger. Et de se replier à la Maison des associations. Triste base de repli, trop excentrée, et surtout nous n'occupions plus rien! Exit l'occupation chez le député P.S.!

La prise de la mairie

Mercredi 14, l'A.G. du matin décidait de l'occupation de la mairie de Guéret. Nous y dormions le soir même. Le jeudi 15, nous rendions visite au préfet et nous allions manger les petits fours de De Froment (conseiller général R.P.R.). Vendredi 16, nous occupions pour la journée la C.C.I. de Guéret afin de faire pression sur le patronat. Samedi 17, manif unitaire dans les rues de la ville. Mardi 20: occupation du Crédit lyonnais pour la journée (1 milliard pour les chô-

meurs; 200 pour le Crédit lyonnais). Mercredi 21, occupation de l'agence France Télécom pour la journée. Vendredi 23: nous organisons un concert de solidarité pour les exclus (4 000 F de recette).

La scission

L'unique membre du comité C.G.T.-chômeurs ayant trouvé du boulot et devant partir, la C.G.T. n'ayant plus de représentant au sein du Collectif organisa une réunion «d'encartage». Les dissensions entre A.C! Creuse et la C.G.T. se faisaient plus grandes (à propos essentiellement des méthodes divergentes de fonctionnement et d'action), la C.G.T. suivie de l'A.P.E.I.S. et d'Urgence solidarité se désolidarisèrent du collectif et levèrent leur occupation de la mairie. Nous ne nous retrouvions plus que deux «organisés» et des inorganisés. Avec comme revendication principale, justifiant la continuité de l'occupation, l'obtention d'un local. La Fédération anarchiste de la Creuse tenta de pousser le bouchon plus loin, proposant des pressions sur la mairie «plurielle» (P.S., P.C., Verts).

Initialement, pour une manif C.G.T. sur les 35 heures, les chômeurs étaient invités à y participer. Les militants cégétistes furent très rapidement débordés, notamment par l'apport de militants d'A.C! Limoges venus renforcer le cortège des exclus. Décidant de faire une halte impromptue au siège de Radio-France Creuse, et la C.G.T. n'ayant pas le rapport de force en sa faveur, la scission fut entièrement consommée. Même les militants de l'A.P.E.I.S. ne savaient plus s'ils devaient continuer à suivre la C.G.T. ou attendre les chômeurs!

Les rouges (C.G.T., A.P.E.I.S...) ayant quitté le navire, les tractations avec la mairie devinrent plus difficiles pour A.C!, la F.A. et les chômeurs autonomes. La mairie souhaitait nous voir déguerpir le plus rapidement possible en nous refilant un local considéré comme un taudis. C'est seulement le 30 que nous levons l'occupation de la mairie (soit après seize jours); après la signature houleuse d'une convention mi-figue mi-raïsin: obtention d'un local pour un mois non renouvelable.

L'heure est maintenant à l'installation provisoire dans ce local et à la restauration du collectif. Suite au prochain épisode...

Alayn Dropsy. – F.A. Creuse

Cash converters: opération portes ouvertes

Le mercredi 11 février 98, environ 150 chômeurs/précaires en lutte (des membres d'A.C!, de la C.N.T., de la Maison des étudiants, de l'Assemblée générale de Jussieu) sont partis de Bastille vers 15 heures pour se rendre non loin de là devant un magasin Cash Converters, type même de boutique qui vit de la misère. En effet, les magasins du type Cash Converter fonctionnent en revendant à des pauvres des objets de première nécessité que d'autres pauvres ont été obligés de céder à des prix dérisoires: c'est ainsi qu'ils accumulent des profits colossaux en organisant le «business de la survie». Ces monts de pitié du racket ultralibéral prospèrent sur un principe simple: proposer à ceux qui ont un besoin urgent de liquide un prix qu'ils sont forcés d'accepter, et revendre cette marchandise (évidemment à un tarif beaucoup plus élevé) à d'autres pauvres un peu moins pris à la gorge. Joli système: plus il y a de misère, plus ceux qui gèrent ces magasins s'engraissent!

L'objectif de l'action, sur le thème «tout est à nous, rien n'est à eux, tout ce qu'ils ont, ils nous l'ont volé», était de sortir le matériel sur le trottoir. Malheureusement, la police, présente depuis Bastille, est intervenue violemment. Des manifestants se sont dispersés dans les rues avoisinantes. Mais près de quarante personnes ont été interpellées. Une trentaine ont été relâchées vers 19 heures tandis que dix autres passaient la nuit en garde à vue. À l'heure actuelle, plusieurs personnes seraient toujours menacées de poursuites.

P.G.

Race, classe et organisation

Ce texte est la réponse d'un compagnon sud-africain de la Workers Solidarity Federation à un débat très présent au sein des mouvements radicaux et anarchistes américains sur la question de la race et de la capacité de l'anarchisme à intégrer les minorités. Pour certains, l'anarchisme serait « européen » et donc « autoritaire ». A ce confusionnisme notre compagnon répond avec clarté en défendant l'anarchisme social et de lutte de classe. L'ensemble de cet article – raccourci dans sa présente traduction – se trouve dans *Black Flag*, n°212.

ATOUT, CERTAINS PENSENT que l'anarchisme, tel qu'il se présente habituellement, est incapable d'attirer les noirs et les autres groupes victimes d'oppressions spécifiques. Nous devrions alors soutenir les organisations distinctes, communautaires ou anarchistes uniquement noires, qui pourraient dans certains cas (vagues et non spécifiés) s'associer avec des groupes « blancs » – les groupes « blancs » devant travailler au sein de leur « propre » peuple, etc. De ce point de vue, l'anarchisme serait « eurocentré » et n'analyserait pas le racisme et l'impérialisme de façon conséquente.

Défense de l'anarchisme classique

Ces arguments sont erronés ou manquent de clarté. Ils reflètent une déformation de l'histoire de l'anarchisme et une incompréhension de sa stratégie.

Premièrement, l'anarchisme de lutte de classe a prouvé, par son histoire, sa capacité d'attirer à lui un nombre important de personnes de couleur. En fait, beaucoup de mouvements anarchistes se sont développés dans des pays du tiers monde. Par exemple l'anarchisme a dominé le mouvement révolutionnaire chinois vers 1910 et au début des années vingt. Dans les pays riches, les mouvements anarchistes ont attiré les minorités nationales opprimées. Les I.W.W. par exemple, organisation syndicaliste, ont attiré des milliers de travailleurs noirs du Deep South (« Sud profond ») aux États-Unis, d'autres mouvements ont attiré les juifs en Europe de l'Est et dans l'East End de Londres. Même aujourd'hui, des groupes comme la W.S.F. sud-africaine et l'Awareness League nigérienne ne comptent pratiquement que des adhérents noirs.

La raison de ce succès fut un programme de lutte de classe consistant à

combattre toute manifestation d'oppression. Les anarchistes cubains mobilisèrent à la fois des afro-cubains, des créoles et des espagnols dans des syndicats anarcho-syndicalistes de masse, parce qu'ils s'opposaient à des pratiques racistes comme les lois sur l'apprentissage, parce qu'ils soutenaient des luttes anticolonialistes contre l'Espagne et qu'ils donnaient une réponse de lutte de classe aux problèmes auxquels chaque section de la classe ouvrière faisait face. Aucune « révision » de l'anarchisme pour prendre en compte des paradigmes nationalistes n'explique cette percée – si ce n'est la capacité de l'anarchisme à fournir des alternatives et à prendre en compte les besoins spécifiques des diverses sections de la classe ouvrière dans le but de l'unifier. Les anarchistes ne capitulaient pas devant les idées nationalistes – ils les combattaient; ils ne s'organisaient pas séparément mais comme anarchistes sur une base de classe.

Même aujourd'hui les groupes anarchistes émergent dans les pays du tiers monde comme au Nigeria et en Afrique du Sud se basent sur un programme de classe. Nous avons vu les résultats du nationalisme et nous nous y opposons. Cela ne signifie pas que nous minimisons l'impérialisme ou le racisme nous attachons une attention particulière à ces questions clés mais nous les soumettons à une analyse de classe et nous soutenons contre eux une stratégie de lutte de classe.

Cette affirmation que l'anarchisme est « blanc » ou « eurocentré » est fondamentalement fautive. L'anarchisme par ses analyses, son histoire et ses principes a été un mouvement global contre l'oppression sous toutes ses formes. Tous les anarchistes modernes ont à vivre de cet héritage.

Le nationalisme noir et/ou le séparatisme ne sont pas les seuls moyens de combattre le racisme ou d'attirer les noirs et les travailleurs noirs dans des

organisations. Même en Afrique du sud, le Parti communiste était la principale organisation de masse pendant les années trente et quarante et dominait les groupes nationalistes comme l'A.N.C.

A Harlem, aux États-Unis, dans les années vingt, le CPUSA (Parti communiste américain) était incapable de détourner des travailleurs noirs du graveyisme (1) sur la base d'une défense conséquente de l'unité des travailleurs blancs et noirs.

Contre l'organisation distincte

Comme anarchistes nous exigeons, en un sens, des organisations distinctes; nous demandons aux travailleurs et aux pauvres de s'organiser séparément de leurs ennemis de classe, les patrons et les dirigeants. Que dire alors des formes d'organisations distinctes non-basées sur les classes comme les organisations de femmes (prônées par les féministes radicales) ou les organisations noires (prônées par les nationalistes noirs)?

Avant de traiter cette question, nous devons comprendre les liens existants entre le racisme, la classe et la lutte des classes.

Le racisme est le produit du capitalisme et de l'État, créé pour justifier l'esclavage, le colonialisme et la surexploitation des travailleurs noirs. Le capitalisme et l'État sont fondamentalement racistes: ils génèrent toujours de nou-

velles formes de racisme (par exemple contre les immigrés). Les inégalités sociales créées par ce racisme peuvent seulement être traitées par la destruction du capitalisme et de l'État. Le combat contre le racisme est un combat contre le capitalisme et l'État.

Lutte de classe, puissance de classe

Seule la classe ouvrière, les pauvres et les paysans peuvent faire une révolution antiétatique et anticapitaliste parce que seules ces classes sont productrices (et peuvent donc créer une société non exploitatrice), et n'ont aucun intérêt matériel dans le système actuel. De plus, ils sont l'immense majorité de la population mondiale, ils sont le nombre et ils ont le pouvoir social nécessaire (par leur rôle sur les lieux de travail comme producteurs de richesses, ils peuvent frapper les patrons au coffrefort) et la capacité organisationnelle.

La classe moyenne noire, les capitalistes noirs défendent le capitalisme et l'État contre les travailleurs même s'ils défendent ainsi le système qui a généré le racisme. C'est leur intérêt de classe. Ils sont protégés des pires efforts du racisme par leurs jolies maisons, leurs bonnes écoles, etc.

La lutte contre le capitalisme peut seulement réussir si elle est antiraciste. Nous ne pouvons mobiliser l'ensemble de la classe ouvrière que si nous luttons sur tous les fronts contre toutes les

oppressions qui nous affectent. Nous ne pourrions unir les travailleurs et les pauvres pour une victoire révolutionnaire qu'au travers d'une opposition cohérente aux divisions existant au sein de la classe ouvrière et des pauvres, c'est-à-dire, la race, la nation, etc.

Étant donné que la classe ouvrière est multinationale et multiraciale, il s'ensuit que cette lutte doit être entreprise sur des bases internationalistes, unitaires et multiraciales. Comme ce fut souligné auparavant cette unité est seulement possible sur la base d'une organisation de principe à toute oppression.

Une organisation distincte?

En tant qu'anarchiste, nous devons défendre sans condition les droits des sections spécifiquement opprimées de la classe ouvrière à s'organiser distinctement parce que nous défendons le principe de libre association, mais nous devons séparer la question du droit à s'organiser spécifiquement et la question de l'utilité de ce mode d'organisation.

Nous ne considérons pas comme allant de soi que les organisations distinctes soient nécessairement progressistes ou suivent la même voie que nous. Dans certains cas, elles sont clairement réactionnaires, dans d'autres une piètre stratégie.

Les organisations distinctes interclassistes ne mettent pas en lumière la vraie source de l'oppression spécifique. Par

AFRIQUE DU SUD

Education de classe et ségrégation sociale

PARTOUT, L'ÉDUCATION A TOUJOURS été une éducation de classe. Partout aujourd'hui cette éducation reflète de plus en plus les différences entre groupes ethniques (races). Seule l'Afrique du Sud avait officialisé ce système. On ne se bornait pas à y séparer les manuels des intellectuels, en droit et non pas, comme ailleurs dans le monde, seulement en fait, on basait cette séparation sur l'appartenance raciale. Ce cloisonnement relevait, comme ailleurs, d'une stratégie de domination. Aux travailleurs qualifiés, blancs, on réservait les fonctions d'encadrement. Les Noirs devaient rester encadrés, enfermés. Il fallait empêcher qu'ils ne rétablissent la maîtrise de leur espace (en l'unifiant par la lutte nationale). Il fallait les maintenir, comme classe de producteurs sous-qualifiés et sous-payés, au service des Blancs. Une loi (le Bantu Education Act) a imposé aux Noirs une éducation qui les a enfermés dans une condition servile. Et une rébellion scolaire a mis le feu aux poudres à Soweto en 1976, relançant l'insurrection qui devait renverser le régime 15 ans plus tard.

Supprimer la ségrégation

Pour défaire le système ségrégatif, le nouveau gouvernement doit donc supprimer les cloisonnements, et le système d'éducation qui les produit et les reproduit. Ce système est plus développé en Afrique du Sud qu'ailleurs; la réforme ne peut être que radicale. C'est sans doute la tentative la plus audacieuse jamais effectuée en vue de surmonter le stade de l'éducation de classe. La réforme reconnaît ce que sont les capacités réelles, plus importantes que les connaissances formelles; l'aboutissement (« outcome ») du processus d'acquisition prime sur son mode (formel, informel).

Révolution dans l'éducation

Mais une fois ce principe acquis, l'idée même d'éducation apparaît sous un jour nouveau. On pourra l'axer sur l'acquisition des capacités réelles, plutôt que sur celle des connaissances formelles. Révolution copernicienne, qui bouleverse la pédagogie, la fonction des

enseignants, leur statut, les instances et institutions éducatives... Si ce sont les capacités réelles qui comptent, ce qu'il faut apprendre, ce ne sont plus des savoirs établis, toujours dépassables et souvent dépassés, mais comment produire des savoirs; éduquer ne sera donc plus apprendre ce qui a déjà été appris, mais apprendre comment apprendre (learning how to learn). Or, la connaissance acquise servant traditionnellement à distinguer le maître de l'élève, l'opposition entre enseignant et enseigné s'estompe: on pourra désormais apprendre en enseignant (learning by teaching). L'enseignant, au lieu d'être le détenteur d'un savoir, devient l'animateur d'une communauté dont le but est de développer les capacités de ses membres, de générer des connaissances et promouvoir la créativité: moins un « savant » qu'un « chercheur », comme les autres, mais plus expérimenté qu'eux. En outre, il n'y a aucune raison que ce processus s'arrête à l'âge adulte: comme en fait on apprend tout au long de la vie, l'éducation pourra se poursuivre pendant toute la vie.

Organisation pratique

Le système d'éducation a donc dû être réorganisé de fond en comble: enseignants recyclés, programmes entièrement repensés, redessinés, et introduits progressivement, etc.. Un des aspects les plus frappants est cependant la désinstitutionnalisation. On ne reconnaît plus la formation, mais les capacités, sans tenir compte de la manière dont elles ont été acquises: dans le travail et la vie pratique, dans une école, lors d'un stage ou autre programme de formation... Reste à les certifier. On a imaginé un système de commissions regroupant « tous les intéressés »: enseignants et administrateurs des écoles et universités, étatiques et libres, syndicalistes, patrons, etc., dont la constitution se poursuit actuellement (je n'ai pas encore de détails). C'est une réforme qu'il faut suivre avec attention et en examiner les modes d'application (pesanteurs bureaucratiques, priorités budgétaires, accueil des enseignants et formateurs...).

Donald Moerdijk
extrait de « Grain de CEL »



Race, classe et organisation

suite de la page précédente

exemple, le nationalisme séparatiste noir demande aux personnes de descendance africaine de s'organiser séparément car les blancs sont la source de l'oppression des noirs et donc ils sont l'ennemi. Une telle approche ne reconnaît pas le rôle premier du capitalisme et de l'État comme cause de l'oppression noire et ne montre pas l'intérêt commun des travailleurs noirs et blancs à lutter contre le capitalisme.

Une organisation distincte qui n'est pas sur une base de lutte de classe pose presque toujours les bases d'alliances interclassistes et de supposés intérêts communs entre tous ceux qui partagent une identité (nationale, raciale...). Or seule la lutte de classe peut en finir avec les oppressions spécifiques comme le racisme et le sexisme.

Aussi, les organisations distinctes sont-elles attachées aux projets classistes des capitalistes, des patrons et des apprentis dirigeants avides de pouvoir. Un exemple actuel : la *Nation of islam* aux États-Unis.

Les organisations distinctes peuvent diviser la classe ouvrière en sections fragmentées et en compétition. Pourquoi s'en tenir à une organisation pour femmes, pour noirs ? La notion même d'organisation distincte jette les bases d'une fragmentation continue des identités et des problèmes : gays contre noirs, contre femmes, contre lesbiennes, contre bisexuels, contre gays noirs, etc.

Au lieu d'une amplification de la différence, ce dont nous avons besoin c'est la recherche de points d'accord et d'intérêts communs. Divisés nous sommes faibles. C'est la classe qui donne une base pour unir l'immense majorité de la population mondiale contre les causes de la pauvreté et de l'oppression ; le capitalisme, l'État, la classe dirigeante.

Certains soutiennent l'organisation spécifique parce que seule cette organisation peut empêcher la marginalisation des intérêts d'un groupe particulier. Par exemple, les nationalistes noirs aux États-Unis appellent souvent les noirs à s'organiser séparément parce qu'ils sont ignorés et marginalisés dans les organisations blanches. Bien que ce soit un problème important, il ne s'ensuit pas que l'organisation séparée soit la meilleure solution. Pas du tout !

L'organisation distincte renforce souvent la marginalisation des intérêts d'un groupe, par exemple elle peut se permettre de « ghettoïser » des problèmes. Plutôt que de combattre le racisme de telles organisations permettent au racisme d'être ignoré des autres. Les travailleurs blancs peuvent alors ignorer le problème « laisse-le aux noirs, c'est leur intérêt, pas le nôtre ». Les immigrés illégaux doivent-ils combattre les lois racistes sur l'immigration seuls ou doivent-ils avoir des alliés dans d'autres sections de la classe ouvrière ? L'isolement volontaire peut facilement aboutir à des luttes faibles qui sont facilement combattues par la classe dirigeante. En fin de compte, affirmer que les noirs ne peuvent jamais agir dans des organisations intégrationnistes exprime un inquiétant manque de confiance dans les capacités des noirs.

Au contraire, nous devrions essayer de gagner toutes les sections de la classe ouvrière sur un programme s'opposant à toutes les oppressions et non les ignorant. C'est une façon plus efficace de faire aboutir nos exigences. Même si certains n'ont pas l'expérience directe d'une oppression donnée, il ne s'ensuit pas qu'ils sont incapables d'être convaincus de s'y opposer. Aucun travailleur ne bénéficie réellement des oppressions spécifiques comme le racisme. C'est leur intérêt que d'être antiraciste.

L'organisation distincte n'est même pas progressiste

L'organisation distincte sur le lieu de travail n'est pas acceptable dans chaque cas où il existe pour tous les travailleurs des organisations par industrie. La logique de l'organisation syndicale est d'unifier différentes catégories de travailleurs, qui ne peuvent trouver leur force que dans leur unité. Fonder un syndicat noir distinct dans une situation où les noirs sont une minorité non seulement affaiblit le syndicat existant, mais les travailleurs noirs eux-mêmes sont mis dans une position de faiblesse et intenable à cause de leur faible nombre. Ils se trouvent également en conflit direct avec le syndicat existant, et donc crée une dynamique pouvant

aboutir à la destruction d'une organisation syndicale dans une usine.

Les syndicats de noirs sont une recette pour l'échec quand les noirs sont une minorité au sein de la classe ouvrière (évidemment la situation en Afrique du Sud est différente ; la classe ouvrière noire forme la majorité). Comment lancer alors des formes même anodines d'actions syndicales sans le soutien de la plupart des travailleurs ?

En outre l'organisation distincte est uniquement admissible quand les travailleurs font face à une oppression spé-

ser sur des problèmes spécifiques comme des groupes de soutien aux immigrés. Ce ne sont pas des organisations distinctes mais des groupes de travaux intégrés dans l'ensemble de l'organisation et auquel tout membre de l'organisation peut appartenir.

Les relations avec les organisations distinctes existantes

Les gens réagissent face au capitalisme et à l'État de multiples façons et selon différentes idéologies. Quels rap-

Nous appelons à cette unité pour unir les masses ouvrières et pauvres autour de leurs intérêts et besoins communs et fournir une base unie pour l'autogestion après la révolution.

L'Afrique du Sud : un cas spécial

En Afrique du Sud, la situation est quelque peu différente. La défaite du racisme en Afrique du Sud nécessite aussi une lutte de classe et une révolution des travailleurs (comme partout). Mais ici, la classe ouvrière noire constitue la majorité de la population, la force la plus radicale, la plus combattive et organisée de la société. Le problème des travailleurs noirs se présente d'une manière différente ici car il est évident que la classe ouvrière noire sera la force qui fera la révolution sud-africaine. Tant qu'il n'y a pas de mouvement de gauche et ouvrier qui puisse potentiellement marginaliser la classe ouvrière noire, le besoin de comités-sections spécifiques est superflu.

Qu'en est-il de l'unité entre les travailleurs noirs et blancs ? Cette unité avait reflué entre les années extrêmes de l'apartheid. Il était extrêmement rare pour les travailleurs blancs de se joindre aux luttes de la classe ouvrière noire sous l'apartheid, précisément à cause de leur niveau extrême de privilège (bien que certains le firent, principalement au Parti communiste). Ainsi, à la différence de la situation en Occident, les travailleurs blancs bénéficiaient du racisme. Néanmoins, une unité interraciale des travailleurs (sur une plateforme antiraciste) aurait été avantageuse même sous l'apartheid parce qu'elle aurait affaibli le pouvoir armé de l'État (beaucoup de blancs étaient à un moment ou à un autre des soldats et des travailleurs). Avec la disparition formelle de l'apartheid et le passage à un Parlement bourgeois formellement non-racial, les perspectives pour une telle unité sont bien meilleures. La crise économique, le démembrement des emplois réservés et autres privilèges légaux, la rupture de l'alliance entre les blancs des différentes classes qui étaient à la base du régime raciste, tout cela rend l'alliance et l'unité des travailleurs plus réalisables.

Ainsi, nous avons une situation où littéralement des dizaines de milliers de travailleurs blancs et de syndicats historiquement blancs ont à présent rejoint les syndicats COSATU non-raciaux et intégrationnistes ; la principale confédération syndicale historique blanche, la FEDSAL, a aussi commencé à coopérer avec la COSATU dans les négociations et même les manifestations (bien que la présence des travailleurs blancs soit assez faible). Nous devons soutenir cette unité aussi longtemps qu'elle se fera sur une base antiraciste.

L'unité de classe sur une base antiraciste (avec les réserves sur les organisations spécifiques soulignées plus haut) est la clé de la liberté.

C'est pourquoi nous disons : « La libération noire par la lutte de classe », « État, capitalisme, racisme : un ennemi, un combat »

Un compagnon de la Workers Solidarity Federation

(1) Marcus Garvey fut un leader parmi les plus connus des travailleurs noirs.

WSF, P.O. Box 1717, Tossettenville, Johannesburg 2130 South Africa



cifique. Nous ne soutenons pas des syndicats uniquement zoulous comme l'UWUSA en Afrique du Sud, parce qu'ils ne font pas face à une oppression spécifique en tant que zoulous.

Commissions sur des questions spécifiques

Les organisations anarchistes doivent être intégrationnistes. Mais nous devons reconnaître qu'il peut s'avérer nécessaire de mettre en place des commissions, des groupes de travail, à l'intérieur de ces organisations pour se focali-

ports devons-nous avoir avec ces groupes ?

En général la WSF applique la règle suivante. Nous pouvons tracer une distinction de base entre les « groupes politiques » et les « groupes économiques ». Nous travaillons *aux côtés* des groupes politiques autour de campagnes, par exemple, et nous travaillons *à l'intérieur* des groupes économiques. Les groupes économiques ont tendances à avoir une base de classe et s'occupent de problèmes importants pour la classe ouvrière et les pauvres. Ils ont donc une dimension de classe.

Notre but devrait être d'accroître :

- la conscience de classe et la puissance des travailleurs : les groupes devront être gérés par la classe ouvrière et rejeter la collaboration de classe ;
- travailler selon nos principes lors d'alliances avec des formations qui ne reconnaissent pas les intérêts communs à la classe ouvrière et aux pauvres, et la nécessité de la lutte des classes ;
- ne pas affaiblir les syndicats mais au contraire travailler avec eux, les défendre et les développer ;
- développer nos arguments sur la nécessité de l'antiracisme dans d'autres sections de la classe ouvrière ;
- les gagner à un programme anarchiste révolutionnaire ;

Notre but devrait être ici d'unir et de faire fusionner ces organisations économiques : celles du lieu de travail devant être unies en une « grande union ouvrière », celles des zones résidentielles de la classe ouvrière en une « grande union communautaire ». Elles pourraient mener une lutte commune contre le capitalisme, l'État et toute oppression. de cette façon, elles fourniraient le noyau des conseils autogestionnaires et communautaires d'un futur anarchiste.

dans la toile

Décidément Nanan (<http://perso.club-internet.fr/nanan666/>) fait un gros et bon travail de diffusion des idées anarchistes. Depuis quelques temps, il propose des textes sur l'actualité des luttes dans laquelle les concessions au « penser mou » n'ont pas leur place.

Sur le site de la Communauté des anarchistes solidaires (<http://www.tao.ca/~cas/ZAT.html>), comme sur celui de Marius (<http://www.notam.uis.no/~mariusw/>), vous pourrez lire la traduction française de ZAT, un excellent essai d'Hakim Bey qui part des « utopies pirates » pour aboutir aux « zones autonomes temporaires », un must de la pensée anarchiste post-industrielle. Les *reality hackers* apprécieront. Sur ce dernier site, mais en anglais, une étude sympa sur l'écriture générée par ordinateur avec plein de pointeurs fameux.

Pour les *virtual ones* qui préfèrent se faire les dents sur la glace, *the attack* (<http://www.flash.net/~lordmad/clipart.html>) recense les sites aussi vite qu'ils apparaissent et disparaissent, ce qui n'est pas rien quand on sait la durée de vie de ceux-ci.

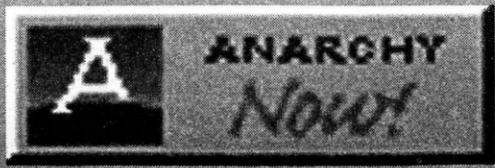
Revenons dans la vraie vie avec le contre-réseau

(<http://www.anet.fr/~aris/ecnl/>). « Ce site est un container regroupant et connectant d'autres zones autonomes. Espace aléatoire, lieu virtuel, squatt subjectif, labyrinthe communicatif, c'est un projet et une réalité en perpétuelle mutation... Perdus dans cette jungle hypertextuelle ? Suivez le guide pour une plongée dans l'hyper-espace non-commercial et non-gouvernemental. » C'est eux qui le disent et ils n'ont pas tort.

Si vous préférez vous plonger dans le passé, pensez à la Fédération internationale des centres d'étude et de documentation libertaires (<http://www.sasa.ch/cira/anarchives.htm>).

A bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
email: bek_ml@hotmail.com



LECTURE

Emmanuèle Bernheim : les tentations d'un Vendredi soir*

QUAND ILS S'EFFORCERENT de pousser l'analyse des trois premiers romans d'Emmanuèle Bernheim (1) au-delà de leurs évidentes particularités stylistiques, les commentateurs eurent bien du mal à rendre compte de la tension intrinsèque qui transparait de chacun de ces récits. Le plus souvent, ils se limitèrent à l'évoquer par des formules elliptiques ou des questions dubitatives ; néanmoins et en dépit de cette difficulté à décrire avec précision les mécanismes souterrains de cette insidieuse nausée qui gagnait le lecteur : la banalité. Si le lecteur s'attendait à chaque page à un « passage à l'acte, à quelque version criminelle d'une passion fatale » (2), à ce que l'un des personnages « explose, sorte le poignard et transforme la banalité de cette histoire en un drame sanguinolent » (3), c'est que malheureusement la matité économique et hyperréaliste des textes d'Emmanuèle Bernheim donnait à contempler un reflet sans concession du malaise qui prédomine aujourd'hui dans les couples. Comme Elisabeth, Loïc, Hélène, Claire ou Thomas, nous sommes écartelés entre le désir de préserver notre autonomie, notre liberté, et la tentation de former un couple dont la pérennité nous assurerait un refuge des plus rassurants, un rempart d'affection dans ce monde oppressant. Alors que la remise en cause du patriarcat par le mouvement féministe constituait et constitue encore une chance pour l'ensemble des individus, quels que puissent être leur sexe et leur sexualité, d'aller progressivement vers plus d'émancipation, la confusion et le ressentiment semblent augmenter de jour en jour au sein des rapports entre les hommes et les femmes. Cette agressivité à fleur

de peau, cette violence difficilement contenue, ces envies de s'adonner au meurtre qui fondent le trait caractéristique des personnages d'Emmanuèle Bernheim, sont hélas la triste réalité de chacun d'entre nous. Evidemment et heureusement, dans la vie quotidienne, ces pulsions sadiques sont dépassées, transcendées, sublimées et finalement rendues caduques par le retour de la raison, par le recours au dialogue. Mais si les trois premiers romans d'Emmanuèle Bernheim ont un caractère si troublant, c'est bien parce qu'ils touchent là où cela fait mal, c'est bien parce qu'ils mettent à jour ce qui aurait « dû » rester enfoui dans l'inconscient collectif.

Dans la vie quotidienne comme dans les trois premiers romans d'Emmanuèle Bernheim, les relations amoureuses se métamorphosent en des stratégies faites d'esquives et de mensonges, ou au contraire en des comportements de possession abusive qui peuvent aller jusqu'à l'agressivité dominatrice. Autant de symptômes d'une peur pathologique d'un engagement prématuré qui rognerait les ailes de la liberté individuelle, en donnant trop d'importance au partenaire et à l'opposé d'un désir plus ou moins conscient d'une relation totalement fusionnelle.

Après *Sa Femme*, où elle préconisait un cinq à sept revu et corrigé pour désamorcer cette invivable guerre des sexes, Emmanuèle Bernheim vient de publier un superbe et rafraîchissant *Vendredi Soir*, qui, de prime abord, a de quoi surprendre les aficionados de la romancière. En effet, l'auteur nous invite à suivre la dernière soirée de célibat de Laure. Après huit ans d'une totale autonomie, elle a décidé d'aller s'installer le lendemain matin chez François. Emmanuèle Bernheim se ferait-elle désormais le chantre de la normalité conjugale?

Que l'on se rassure, coincée dans les embouteillages consécutifs à une grève des transports en commun, son héroïne a tout le temps de mesurer les risques d'un tel choix. Elle voit bien comment cela a transformé sa copine d'enfance de fonder un couple, d'avoir un enfant. Marie n'est décidément plus la même. Et puis, il y a Frédéric, cet ancien chauffeur de taxi qu'elle vient de prendre en stop. Si ce roman est troublant, c'est cette fois pas sa faculté de restituer tous les attermoissements qui s'emparent de nous lorsque l'opportunité d'une aventure fortuite se présente. Rester fidèle, céder au désir. Pourquoi? Comment? Parce que! Laure, dans un sursaut, envoie balader les convenances, les plans préétablis. Certes, elle n'y vient pas immédiatement, mais elle n'en est que plus réaliste, car rester libre est un effort constant sur soi-même pour ne pas céder à la tentation de la soumission à l'ordre établi, une lutte de chaque instant pour aller de l'avant et envoyer chier les convenances bien pensantes. Il n'est pas dit que Laure souhaiterait revoir Frédéric, ni qu'elle déciderait de renoncer à son projet de s'installer chez son compagnon. Par contre, après ce *Vendredi Soir*, il est certain, qu'elle n'aura pas oublié le goût de la liberté. Cette liberté, elle en connaît désormais le prix et en a retrouvé la saveur : la possibilité de choisir. Quoiqu'il adienne désormais, Laure ne l'oubliera pas et elle évitera de se laisser porter par les événements par trop d'inertie. Elle est vivante!

Christophe Fétat.

N.B. : Emmanuèle Bernheim a signé la pétition des intellectuels pour l'abrogation des lois Pasqua-Debré.
* Emmanuèle Bernheim, *Vendredi Soir*, Gallimard, janvier 1998, 78 F.
(1) *Le Cran d'arrêt*, Denoël, 1985 ; *Un Couple*, Gallimard, 1987 ; *Sa Femme*, Gallimard, 1993. Cf « Emmanuèle Bernheim : la romancière de la guerre des sexes » in *Le Monde libertaire* n° 1067.
(2) Patrick Grainville, *Le Figaro littéraire* du 29 octobre 1993.
(3) Isabelle Larrivée, *Voir* du 24 au 30 mars 1988.

à la petite semaine Les morts qui comptent

Parce qu'elle était photogénique, parce qu'elle traînait derrière elle une histoire sordide à souhait tranchant avec la pureté angélique supposée de sa conversion à la Bible, ce mauvais roman au nom duquel des millions d'individus furent pieusement massacrés au long des siècles, une condamnée à mort américaine, exécutée il y a peu, a eu droit aux honneurs d'une information mondiale redevenue aussitôt totalement indifférente au problème de la peine de mort.

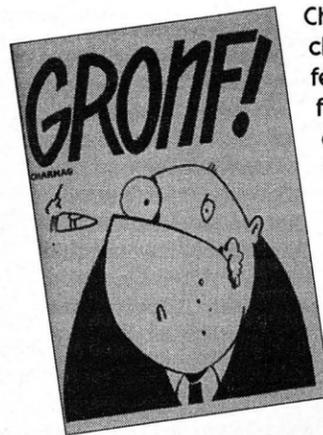
Parce qu'il était préfet, un citoyen français assassiné en Corse restait plus que jamais, à l'heure de sa mort, un individu au-dessus des autres. Le chef du gouvernement, Lionel Jospin, le rappelait clairement : l'aspect particulièrement abject de son assassinat résidait avant tout dans le choix de la cible, un représentant de l'État. En clair, vous ou moi, c'eût été moins odieux... Depuis l'administration de la piqûre ayant fait passer le plus légalement du monde Carla Faye Tucker de vie à trépas, un autre condamné à mort dont chacun ignore jusqu'au nom a été exécuté dans la même prison du Texas, et on sait que des dizaines d'autres connaîtront un sort identique tout au long de l'année. Pour être moins photogéniques, pour n'être pas vraiment assurés, peut-être, de rencontrer Jésus-Christ au bout de la seringue justicière, ils demeureront dans cet oubli où ils ont déjà sombré, et la peine de mort attendra pour faire à nouveau parler d'elle que se glisse derrière les barreaux une nouvelle prisonnière médiatique au profil d'héroïne de téléfilm bien-pensant.

Quant aux laissés-pour-compte, accidentés du travail et autres victimes anonymes expédiées chaque année au cimetière par un système marchand impitoyable dont le préfet défunt était un digne serviteur, qu'ils pourrissent sans un mot chaleureux d'un homme de gauche, donc de cœur, c'est le destin. Même dans la mort la hiérarchie a ses lois.

Floréal

copinage

Jean-Luc Debattice chantera à la folie en tête (33, rue de la Butte aux Cailles, Paris 13e) le 26 février à 20 h 30. Entrée 40 F avec une consommation.



Charmag, dont vous appréciez chaque semaine l'humour féroce et parfois noir vient de faire paraître une compilation de ses dessins.

Lecteurs fidèles, vous en connaissez déjà beaucoup, mais pas tous, car certains sont inédits dans nos colonnes...

Gronf ! 20 F, en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. (frais de port = 10 %)

Après les colloques « Littérature et anarchie » et « La culture libertaire », le Centre de sociologie des représentations et des pratiques culturelles de l'Université Pierre-Mendès-France de Grenoble et les éditions A.C.L. organisent un nouveau colloque international

Les incendiaires de l'imaginaire

Grenoble les 19, 20 et 21 mars 1998

renseignements : 04 76 82 56 48 ; fax 04 76 82 56 65

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 19 février à 20 h 30 :

Microclimat : Les libertés individuelles, la laïcité, etc. avec Thierry Meyssan du Réseau Voltaire.

vendredi 20 février à 14 h 30 :

Jazz en liberté : John Linberg quintet (1990) ; Scott Colley sextet (1996) ; Joëlle Léandre trio (1992).

samedi 31 janvier à 13 h 30 :

Harmonie du monde : Howard Hanson.

lundi 23 février à 19 h 30 :

La mémoire sociale : Karl Marx.

mercredi 25 février à 10 h 30 :

Blues en liberté : Lonnie Brooks, du blues du Bayou au « hard blues » actuel de Chicago.

La colonie d'Aiglemont

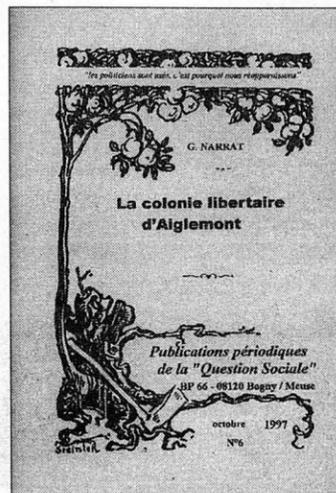
AU DÉBUT DE CE SIECLE, UN homme seul, profondément meurtri par la mort de son frère Emile Henry (guillotiné à l'âge de 21 ans), tente sur le terrain — en l'occurrence la forêt ardennaise —, l'élaboration d'une société libertaire appelée « L'essai », et connue aussi sous le nom de « Colonie d'Aiglemont ». De nombreux compagnons rejoindront Fortuné Henry, entre 1903 et 1909. Ils construiront des maisons, défricheront la forêt pour y installer des cultures, pratiqueront l'élevage et essayeront de mettre en pratique leur idéal libertaire, publiant même leur propre journal, *Le Cubilot*. Cette expérience, qui eut de larges répercussions dans toutes les Ardennes et bien au-delà, tomba dans l'oubli après la disparition de la colonie, en 1909. Les publications de la Question sociale rompent enfin ce silence avec la sortie d'une

brochure, *La Colonie libertaire d'Aiglemont*. Il s'agit de l'édition d'un extrait de thèse, écrite en 1908 (et donc contemporaine de l'expérience), par un certain G. Narrat. En universitaire sérieux, il livrait alors

un document de première main, lequel s'avère aujourd'hui un témoignage inestimable de cette époque. Et s'il mettait l'accent sur l'originalité et l'intérêt de cette colonie libertaire, tant au point de vue économique que politique, il ne minimisait pas pour autant les dissensions internes qui ne manquèrent pas d'éclater, en particulier à cause de l'autoritarisme (réel ou supposé) du fondateur... Espérons que ce texte passionnant ouvre le chemin à d'autres brochures sur l'histoire, aujourd'hui si méconnue, des essais de vie libertaire (que l'on appelait alors « les milieux libres »), et de la Colonie d'Aiglemont en particulier.

Cathy Ytak

La colonie libertaire d'Aiglemont de G. Narrat. Une brochure éditée par la Question Sociale. En vente à la librairie du Monde libertaire, ou à commander à la Question Sociale, B.P. 66, 08120 Bogy sur Meuse. prix : 38 francs (frais de port inclus).



A Poitiers, la lutte continue

DANS NOTRE DÉPARTEMENT, il existe deux mouvements parallèles des chômeurs et précaires. Un à Châtelleraut, ville moyenne et ouvrière où le P.C. et la C.G.T. ont traditionnellement l'initiative et le contrôle des mouvements sociaux. Un autre à Poitiers, ville tertiaire, où les mouvements sont lents à se mettre en place mais sont plus libres des agissements des staliniens.

Le début du mouvement s'est déroulé essentiellement à Châtelleraut sous la direction de la C.G.T. et s'est beaucoup atténué après le 17 janvier. Malheureusement les actions de la C.G.T.-chômeurs se font en solo, sans aucune volonté d'élargir ou de faire converger les luttes.

À Poitiers, la C.G.T.-chômeurs est présente également, mais si elle a appelé aux rassemblements et aux actions, elle s'est systématiquement opposée aux occupations. De plus on peut dire, et c'est triste pour les chômeurs adhérents à la C.G.T., que la centrale de Viannet

heure-ci et attendant la relève sont expulsées sans ménagements par les C.R.S. Un peu perdus, sans lieu assez grand de réunion (il fait froid) nous organisons malgré tout la poursuite du mouvement, réunion l'après-midi même avec cette fois-ci l'occupation de la médiathèque avec l'aide d'une trentaine de lycéens pour dénoncer les emplois précaires de la mairie, et attaquer directement le Parti socialiste au pouvoir à travers la mairie de gauche. Le maire (Sanrot) viendra lui-même nous menacer et nous engueuler, accusant d'abord la C.N.T. (qui venait juste de lancer une campagne de dénonciation des conditions de travail dans ce temple de la culture (2) qu'est cette médiathèque), puis les gauchistes, puis les chômeurs. Nous quitterons de nous-mêmes, fatigués, la médiathèque, vers une heure du matin. Le lendemain ce sont les lycéens qui à deux cents viennent soutenir les chômeurs, et qui tous vont se réunir et discuter... dans la médiathèque. Il est à noter que plusieurs copains lycéens ont subi des pres-

une action plus décontractée, avec table de presse de la C.N.T. et surtout l'occasion de faire le bilan de cette fausse victoire. Le mercredi suivant, 4 février, une vingtaine de chômeurs bloquent la circulation, pendant qu'A.C! déposait les dossiers d'urgence qui doivent se répartir le milliard de Jospin.

Pour la carte Santé

Le département de la Vienne est dirigé par Monory, également président du Sénat. Celui-ci entend y faire appliquer ses idées, notamment sur le plan de la santé. Depuis plusieurs années la carte santé est refusée aux précaires et l'aide médicale gratuite n'est accordée, et encore avec de nombreuses démarches humiliantes, qu'à ceux qui ont des revenus mensuels inférieurs à 2 500 F. La C.N.T. a lancé une campagne en faveur de l'instauration de cette carte santé depuis un an et demi. Avec l'aide d'A.C! nous avons décidé de joindre cette revendication spécifique à la Vienne à celles du mouvement des chômeurs et de mener une action dans cet objectif. C'est pourquoi nous avons décidé d'occuper la D.D.I.S.S. (4). Pendant qu'une vingtaine de chômeurs menait une opération transport gratuit en empruntant un bus, d'autres en voitures allaient occuper la D.D.I.S.S. où ils trouvèrent la porte d'entrée close! ils ont donc pénétré par les cuisines! Des camarades étaient mandatés pour essayer d'obtenir cette carte santé, face au refus nous avons demandé à voir des conseillers généraux mandatés sur le sujet et avons décidé de rester sur place. Un rendez-vous ayant été pris pour le lendemain 9 h 30, nous avons organisé tranquillement l'occupation pour la nuit (5)... pour voir débarquer les flics à 20 h 15. Nous avons eu le droit à tout ce qui était libre comme force de répression sur Poitiers: des gendarmes, des policiers de quartiers, des motards. Manifestement la préfecture n'entendait pas laisser traîner les choses en période préélectorale, quitte à envoyer des flics peu sûr d'eux, nerveux et agressifs. Résultat: certains d'entre nous ont descendu les deux étages la tête la première, une personne a été prise d'un malaise selon les flics, tapée selon des témoins, en fait cette personne ayant des difficultés à se déplacer, la police a cru à une simulation et a tout fait pour qu'elle dégage à toute vitesse. C'est le S.A.M.U. qui l'a évacuée!

Radicalisation du mouvement

Poitiers est connu pour ses occupations et expulsions dans le calme. Là un cap a été franchi par les forces de répression, les représentants du pouvoir voulaient nous faire comprendre que le mouvement des chômeurs, c'était fini, que nous n'avions pas à perturber les politiques pendant leur mascarade démocratique. Nous avons compris le message, nous allons redoubler d'effort dans la poursuite de notre mouvement, dans la coordination de ce mouvement, dans son élargissement, qui continue malgré le black-out des médias. Une

société qui cache sa misère, qui tape sur ses pauvres, n'est pas réformable, il faut la changer. Ce qui est une évidence pour nous militants anarchistes, le devient pour d'autres.

Les chômeurs qui ne sont pas politisés découvrent la politique au vrai sens du terme, les réflexions font souvent allusion à 1789, à une nécessaire remise à plat du système, on entend souvent des « je ne voterai plus ». Les illusions sur la gauche disparaissent à grande vitesse, les idées comme quoi les flics sont des gens utiles ou compréhensifs s'envolent aussi chez des gens souvent confrontés pour la première fois à la violence d'État. Ainsi un militant de la C.G.T.-chômeurs qui voulait s'engager dans l'armée ou dans la police lançait, lors d'une manifestation après une expulsion musclée, des tonitruants « C.R.S.-S.S. ».

Encourageant non? La radicalisation du mouvement se fait de lui-même, par l'ensemble des acteurs présents, et ce d'autant plus que la C.G.T. s'est effacée. La C.N.T. ou A.C! 86 (6) ne sont là que pour apporter un soutien logistique. Les libertaires ont un rôle important à jouer dans ce mouvement qui contrairement aux apparences ne se limite pas aux revendications dites nationales, et si ce n'est pas la révolution c'est souvent la prise de conscience de sa nécessité.

Cyrille Gallion. - Liaison Sud-Vienne F.A.

(1) Ces derniers ont fait le tour de plusieurs bahuts dont un lycée catholique et ont accroché un drapeau rouge et noir sur la Sainte Vierge!

(2) Dénommé François Mitterrand

(3) Grands encarts dans la presse le lendemain sur la victoire de la C.G.T.

(4) Sorte de D.D.A.S.S. gérée par le département, les deux administrations sont d'ailleurs dans le même bâtiment.

(5) Plusieurs d'entre nous sont allés remplir deux chariots dans la grande surface la plus proche, qui croyant se faire de la pub a du acquiescer cette prise au tas.

(6) Depuis que la C.G.T. est absente du mouvement A.C! 86 se radicalise.

EN ATTENDANT DE PARTAGER LE TRAVAIL, PARTAGEONS LES PATRONS



n'a pas mis tout son poids dans la balance comme elle est capable de le faire. Ici comme ailleurs la majorité plurielle joue son rôle. C'est essentiellement A.C! 86 qui a lancé le mouvement sur Poitiers, rejoint par la C.N.T. Le mouvement s'est déroulé en plusieurs temps, avec toujours un relais médiatique correct. Notre apparition, celle des anarcho-syndicalistes, a débuté le 10 janvier lors d'une manif à Châtelleraut sous l'étiquette de la C.N.T. Nous avons recommencé le samedi 17 janvier, simultanément à Poitiers (banderoles et drapeaux rouges et noirs) et à la Rochelle, où depuis s'est créé un syndicat Interco qui mène ses propres actions. Les choses sérieuses commencent le 21 janvier où les chômeurs (une soixantaine), soutenus par AC! et la C.N.T. occupent la Chambre de commerce et d'industrie, pour dénoncer l'attitude du patronat, nous commençons à nous organiser, mais nous devons gêner car le lendemain à 6 h 30, les trente personnes présentes à cette

sions de la part de l'administration pour se consacrer uniquement à leurs études. Le samedi 24 la manifestation ne réunit que 300 personnes, avec malgré tout une forte présence cénétiste, la fatigue se faisant sentir. La décision est alors prise en A.G. de se reposer et d'appeler à une prochaine action le mercredi suivant. Le 27 janvier 1998 a lieu la dernière action avec la présence de la C.G.T., nous occupons (à cinquante) le centre de paiement E.D.F., pour réclamer l'arrêt des coupures d'électricité. Après des discussions la C.G.T. signe avec le directeur (3) un accord que l'A.G. était en train de discuter et de refuser! Nous décidons cependant de rester la nuit, jusqu'au lendemain 14 heures où le directeur signera des garanties un tout petit peu meilleures. C'est une victoire en trompe l'œil car la direction nationale d'E.D.F. avait envoyé des consignes allant dans le sens d'une suspension des coupures d'électricité. Le soir même (28 janvier) AC! avaient prévu un concert de soutien aux chômeurs, ce fut donc

A G E N D A

vendredi 20 février

MONTPELLIER: le groupe de organise un débat: «l'exclusion, alibi de notre société» à 20 h 30 à l'Antre anar 5, rue Jeanne-d'Arc.

samedi 21 février

RENNES: Manifestation régionale des chômeurs et précaires en lutte à partir de 15 heures, place de la mairie.

LYON: L'Union locale Lyon de la Fédération anarchiste vous invite à un débat sur le thème «femmes et travail» à 15 heures à la librairie la plume noire (19, rue Pierre Blanc, 1er). Le débat sera introduit par la projection d'une vidéo sur la grève des ouvrières de Maryflo.

LYON: La librairie La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe (7^e M^o Saxe-Gambetta, tél: 04 78 61 02 25) propose un débat avec Michel Löwy autour de son livre «le judaïsme libertaire en Europe centrale» à 15 heures.

dimanche 22 février

SAINT-OUEN (93): Fête des sans-papiers avec la participation de la coordination 93 des sans-papiers en lutte et dfu collectif de Saint-Ouen des sans-papiers en lutte. Au programme: 12 h, repas; 14 h, musique; 15 h, parrainage et débat; 16 h, vidéo; 18 h, musique. Expos. **POUM, 31, rue Farcot, M^o Garibaldi.**

vendredi 27 février

MONTPELLIER: Le groupe de la Fédération anarcho-syndicaliste organise un débat «Exclusion, alibi de notre société» à 20 h 30 à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc (derrière la gare).

samedi 28 février

RENNES: Débat organisé par le groupe Sabaté de la Fédération anarchiste avec **Claude Guillon** auteur du livre «A la vie, à la mort. maîtrise de la douleur et droit à la mort» à 20 h 30 au LAR 9, rue Malakoff (tél: 02 99 67 92 87).

LYON: Le groupe **Jo Staline (folk)** jouera en soutien à la librairie La Plume Noire de la F.A. à 21 heures au Café libertaire, 19, rue Pierre-Blanc (entrée par l'allée). Prix libre.

Samedi 7 mars

VILLEURBANNE: L'Union Régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste vous invite à la 5^e édition de la «Journée libertaire» de 10 à 23 heures au CCO (39, rue Georges-Courtelaine). Au programme: Débats, tables rondes, films, expositions, table de presse, buvette et restauration. En soirée théâtre avec la troupe Tsekh sur «Makhno, une histoire des paysans insurgés d'Ukraine» puis musique et danse. PAF 50 et 30 F. Pour tous renseignements: librairie la Plume noire (19, rue Pierre Blanc 69 001 Lyon, Tél: 04 72 00 94 10).

Jeudi 12 mars

PERPIGNAN: Dans le cadre d'une tournée organisée par l'Union régionale Sud-ouest de la Fédération anarchiste, réunion-débat en soirée avec Philippe Pelletier du groupe Nestor Makhno de la F.A. sur le thème de l'antifascisme, la salle sera précisée ultérieurement.

abonnez-vous! abonnez-